



**REVUE DE PRESSE**

**BUDGET FÉDÉRAL  
2010-2011**

**MARS 2010**

## Beaucoup d'attentes

Annie Saint-Pierre

Malgré l'austérité qui s'annonce, les gens d'affaires du Québec souhaitent que le gouvernement Harper accentuent les mesures d'aide aux entreprises pour poursuivre la relance économique du pays.

C'est le cas de l'Association des manufacturiers et exportateurs, section Québec, qui aimerait bien voir apparaître de nouvelles mesures fiscales pour soutenir les investissements des industries.

« Nous pensons que la mesure pour l'amortissement accéléré pour l'investissement et les équipements, lancée en 2007, devrait être prolongée et même appliquée de façon permanente de façon à aider les entreprises », exprime M. Simon Prévost, président de l'organisme.

Ce dernier précise que la mesure n'entraîne pas de coûts supplémentaires pour le gouvernement puisqu'elle permet seulement aux entreprises d'amortir leurs investissements sur une période de deux ans plutôt que cinq.

« C'est une excellente façon de remédier à la faiblesse de la productivité et particulièrement au Québec », ajoute M. Prévost, qui souhaite également que le fédéral ajoute de nouvelles mesures pour la formation de la main-d'œuvre ainsi que pour la recherche et le développement.

### Patronat

De son côté, le président du Conseil du patronat du Québec, M. Yves-Thomas Dorval, se préoccupe particulièrement de la poursuite du plan de relance économique du Canada et veut s'assurer que les investissements engagés sont maintenus pour 2010.

Mais lui aussi souhaiterait voir réduire le fardeau fiscal des entreprises pour augmenter la productivité et stimuler davantage les investissements.

« Plus spécifiquement, il est important de voir à la bonne marche du programme d'assurances-emploi à long terme, mis à rude épreuve pendant la récession. Les entreprises s'inquiètent et veulent que le gouvernement évite des hausses de cotisations », mentionne le président de l'organisation.

Une orientation claire pour mieux aider la prospérité du pays est désirée, notamment au chapitre de la productivité, des exportations et de l'environnement, ajoute-t-il.

## BUDGET FÉDÉRAL

# Beaucoup d'attentes

**ANNIE SAINT-PIERRE**

Le Journal de Québec

Malgré l'austérité qui s'annonce, les gens d'affaires du Québec souhaitent que le gouvernement Harper accentue les mesures d'aide aux entreprises pour poursuivre la relance économique du pays.

C'est le cas de l'Association des manufacturiers et exportateurs, section Québec, qui aime-

rait bien voir apparaître de nouvelles mesures fiscales pour soutenir les investissements des industries.

« Nous pensons que la mesure pour l'amortissement accéléré pour l'investissement et les équipements, lancée en 2007, devrait être prolongée et même appliquée de façon permanente de façon à aider les entreprises », exprime M. Simon Prévost, président de l'organisme.

Ce dernier précise que la mesure n'entraîne pas de coûts supplémentaires pour le gouvernement puisqu'elle permet seulement aux entreprises d'amortir leurs investissements sur une

période de deux ans plutôt que cinq.

« C'est une excellente façon de remédier à la faiblesse de la productivité et particulièrement au Québec », ajoute M. Prévost, qui souhaite également que le fédéral ajoute de nouvelles mesures pour la formation de la main-d'œuvre ainsi que pour la recherche et le développement.

### Patronat

De son côté, le président du Conseil du patronat du Québec, M. Yves-Thomas Dorval, se préoccupe particulièrement de la poursuite du plan de relance économique du Canada et veut s'assurer que les investissements engagés sont maintenus pour 2010.

Mais lui aussi souhaiterait voir réduire le fardeau fiscal des entreprises pour augmenter la productivité et stimuler davantage les investissements.

« Plus spécifiquement, il est important de voir à la bonne marche du programme d'assurances-emploi à long terme, mis à rude épreuve pendant la récession. Les entreprises s'inquiètent et veulent que le gouvernement évite des hausses de cotisations », mentionne le président de l'organisation.

Une orientation claire pour mieux aider la prospérité du pays est désirée, notamment au chapitre de la productivité, des exportations et de l'environnement, ajoute-t-il.



PHOTO LES ARCHIVES  
■ Yves-Thomas Dorval.

**lapresseaffaires.** 

## **Le Conseil du patronat applaudit**

**Publié le 04 mars 2010 à 17h05 | Mis à jour le 04 mars 2010 à 17h08**

La Presse

(Montréal) Le gouvernement Harper «a livré la marchandise», estime le Conseil du patronat du Québec, en promettant d'assainir les finances publiques tout en maintenant ses efforts de relance économique.

Plus spécifiquement, le CPQ salue l'abolition des tarifs douaniers sur les équipements destinés aux entreprises manufacturières et la promesse de ramener le taux d'imposition des sociétés à 15% en 2012.

L'élimination du déficit en cinq ans est perçue comme un «geste courageux» qui «devrait inspirer d'autres niveaux de gouvernement qui ont encore moins de marge de manoeuvre et dont les gestes devraient donc être au moins aussi résolus», estime Yves-Thomas Dorval, président du CPQ.

*lapresseaffaires.cyberpresse.ca, 4 mars 2010*

# Budget : des mesures pour l'assurance emploi, moins pour l'emploi

La Presse Canadienne . les affaires.com . 04-03-2010

Tags : [Budget fédéral](#), [Canada](#), [Emploi](#), [Jim Flaherty](#)

Les partis d'opposition espéraient du budget Flaherty des mesures pour créer de l'emploi et le soutenir, mais la plupart des mesures annoncées ou confirmées toucheront en fait l'assurance-emploi.

Le budget du ministre des Finances, Jim Flaherty, prévoit 4,17 milliards \$ pour "créer et protéger" des emplois.

Mais de cette somme, 1,6 milliard \$ vaut pour le maintien des taux de cotisation à l'assurance-emploi, une mesure temporaire qui avait déjà été annoncée au début de la récession.

Une autre somme de 1,55 milliard \$ sera consacrée à l'amélioration des prestations pour les travailleurs canadiens.

Finalement, une somme de 986 millions \$ sera octroyée à l'élargissement de l'accès à la formation.

Ainsi, les taux de cotisation à l'assurance-emploi demeureront gelés à 1,73 \$ par tranche de 100 \$ de salaire assurable pour l'année 2010.

La suite est plus incertaine. Lorsque le gel temporaire prendra fin, en 2011, il appartiendra à l'Office de financement de l'assurance-emploi "une société d'Etat sans lien de dépendance" d'établir les taux de cotisation. L'Office doit veiller à ce que les revenus et les dépenses du programme atteignent l'équilibre au fil des ans. Il doit cependant s'assurer de limiter les variations annuelles à 0,15 \$.

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a récemment exprimé ses craintes pour l'après 2010, craignant que les cotisations des employeurs et des employés ne subissent un bond considérable, et ce, des années durant.

Entre autres mesures, le programme de travail partagé, qui permet d'éviter des mises à pied en réduisant la semaine de travail et en compensant le tout par des prestations d'assurance-emploi, sera bonifié. Le Conseil du patronat du Québec applaudit à cette mesure.

*lesaffaires.com*, 4 mars 2010

# Budget fédéral 2010-2011

## Le milieu des affaires applaudit

Mise à jour le jeudi 4 mars 2010 à 20 h 25

[Commenter](#) » [Partager](#) [Courriel](#) [Facebook](#)  
[Imprimer](#)

Le budget Flaherty déposé jeudi récolte l'assentiment de divers organismes du monde des affaires.

Le Conseil du patronat du Québec (CPQ) estime par exemple que le budget fédéral « livre la marchandise ». Le président de l'organisme, Yves-Thomas Dorval, se réjouit notamment de la décision du gouvernement de contrôler des dépenses de fonctionnement des ministères de façon à rétablir l'équilibre budgétaire.

Le CPQ applaudit plusieurs autres mesures, dont « l'engagement du gouvernement à doter le Canada du meilleur environnement fiscal des pays du G7 » par des réductions de l'impôt des entreprises à un niveau de 15 % en 2012. Il y a cinq ans, il était déjà en baisse de plus de 20 %.

Seule ombre au tableau, l'organisme aurait souhaité que la productivité des entreprises fasse l'objet d'une plus grande attention.

« Dans l'ensemble, ce budget répond aux attentes de la communauté des affaires montréalaise », a de son côté fait savoir la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Il répond à plusieurs des attentes exprimées lors des consultations prébudgétaires, a indiqué l'organisme.

Le maintien des investissements stratégiques en infrastructure, le retour graduel à l'équilibre budgétaire par une rationalisation des dépenses et le soutien aux investissements de façon à stimuler la productivité faisaient partie des priorités énoncées par l'organisme.

Du côté de l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes, on estime que « ce budget reflète une approche équilibrée et responsable qui permettra de reprendre le chemin de la reprise économique ».

Pour sa part, la Société des comptables en management (CMA Canada) se félicite notamment que le budget vise à améliorer la compétitivité des entreprises canadiennes et à favoriser l'investissement au pays.

EN BREF

## Le Conseil du patronat applaudit

Le Conseil du patronat du Québec estime que le gouvernement Harper, en promettant d'assainir les finances publiques tout en maintenant ses efforts de relance économique, «a livré la marchandise». Plus précisément, le CPQ salue l'abolition des tarifs douaniers sur les équipements destinés aux entreprises et la promesse de ramener le taux d'imposition des sociétés à 15 % en 2012.

- Karim Benessaïeh

## Hausse des cotisations à l'assurance emploi

En une seule année, le coût des prestations d'assurance emploi a augmenté de 6 milliards de dollars à cause de la récession. Le gouvernement a bonifié le régime, notamment en allongeant la durée des prestations, ce qui n'a pas empêché le déficit de se creuser. Le taux de cotisation des travailleurs est actuellement de 1,73 \$ par tranche de 100 \$ de salaire. L'an prochain, l'Office de financement de l'assurance emploi, un organisme indépendant du gouvernement, augmentera la cotisation pour rééquilibrer le régime. La hausse ne devra toutefois pas dépasser 15 cents par année, ce qui paraît insuffisant pour Conseil du patronat. Les entreprises n'ont pas oublié que, pendant des années, les surplus du régime d'assurance emploi ont été accaparés par le gouvernement, qui les a utilisés pour financer ses autres dépenses. Maintenant que le régime est dans le rouge, elles regimbent devant l'éventualité d'avoir à combler le déficit.

- Hélène Baril

## **CPQ: un budget responsable**

*«Tout en continuant d'appuyer la relance à court terme, le gouvernement canadien indique clairement son intention d'assainir les finances publiques à moyen terme. Dans le contexte actuel, le gouvernement livre donc la marchandise», a commenté le président du Conseil du patronat du Québec, Yves-Thomas Dorval. Le CPQ est particulièrement satisfait des intentions quant au contrôle des dépenses de fonctionnement des ministères fédéraux en vue de rétablir l'équilibre budgétaire. Et il salue également le maintien de l'engagement du gouvernement à doter le Canada du meilleur environnement fiscal des pays du G7, notamment en gardant le cap sur un taux d'imposition du revenu des sociétés ramené à 15 % en 2012.*

# Ottawa abolit les droits de douane pour l'importation d'équipement

Dès cette année, les entreprises feront une économie globale de 210 millions

FRANÇOIS DESJARDINS

Ottawa — Sensible au déclin brutal que vit le secteur manufacturier depuis quelques années, le gouvernement Harper a décidé hier de permettre aux entreprises d'importer, sans payer de droits de douane, de l'équipement visant à améliorer la productivité et des intrants de fabrication.

Après l'élimination de certains droits dans le budget de l'an dernier, ce qui devait constituer un cadeau de 80 millions par année, Ottawa va maintenant carrément éliminer le reste des droits de douane qui s'appliquent. Dès cette année, il s'agit donc d'une économie globale de 210 millions pour les entreprises, qui va grimper à 292 millions en 2014-15.

Au cours des dernières années, les manufacturiers ont perdu des centaines de milliers d'emplois au Canada, frappés par la concurrence des pays émergents, la hausse du dollar canadien, l'explosion des prix du pétrole en 2007 et 2008. Des crises localisées, notamment dans le créneau forestier et l'industrie automobile, n'ont fait qu'aggraver les problèmes.

Pour venir en aide au secteur, Ottawa et les provinces ont annoncé une série de mesures fiscales au fil des ans de manière à permettre aux entreprises d'alléger leur fardeau fiscal. La mesure annoncée hier, qui va dans ce sens, a reçu un accueil favorable de la part du Conseil du patronat.

Disciple du libre marché, le gouvernement Harper s'est targué hier d'avoir fait du Canada «le premier pays du G20 à permettre aux fabricants d'exploiter leur entreprise sans assumer le fardeau de tarifs douaniers et de diversifier leurs liens avec de nou-

veaux marchés».

Avant le budget de 2009-10, Ottawa appliquait 1755 différents droits de douane sur les intrants, les machines et le matériel. Ceux-ci vont descendre à 381 cette année, et le gouvernement a promis de les éliminer totalement d'ici 2015.

## Mesure appréciée

Selon les économistes, cette mesure est aussi puissante qu'une baisse d'impôt sinon plus, car les importateurs vont économiser de l'argent, qu'ils fassent des profits ou pas.

«Les droits de douane applicables aux marchandises visées oscillent entre 2 % et 15,5 %, et ils constituent un prélèvement fiscal non recouvrable sur les intrants de production et sur les nouveaux investissements», peut-on lire dans le budget présenté hier.

«Conscients de l'importance de l'ouverture des marchés pour la relance économique mondiale, le Canada et ses partenaires du G20 se sont engagés à résister au protectionnisme commercial [...] pour libéraliser davantage les marchés à l'échelle mondiale, ajoute le ministère des Finances. Le Canada, dont la prospérité est étroitement liée au commerce, saisit très bien l'importance des marchés ouverts.»

Les droits de douane sont une source de revenus non négligeable

pour le gouvernement fédéral. En 2009-10, par exemple, ils ont permis à Ottawa de récolter 3,4 milliards. En guise de comparaison, la taxe sur les produits et services, à elle seule, a fait entrer 25,8 milliards dans les coffres. La colonne «autres taxes et taxes d'accise» représente 10,1 milliards.

Cette abolition des droits de dou-

ne, croit Ottawa, permettra par ailleurs de réaliser des économies grâce à l'allègement des «coûts

d'observation liés aux douanes» et du fardeau administratif.

À ce sujet, Ottawa a l'intention de mettre sur pied une commission pour la réduction des tracasseries administratives afin de simplifier ce qui est exigé des entreprises.

## Le MEQ veut des mesures ciblées

«Ce budget aidera les manufacturiers, mais il est encore nécessaire d'adopter des mesures plus ciblées pour soutenir l'innovation, l'investissement et la croissance, a expliqué le président des Manufacturiers et exportateurs du Québec, Simon Prévoist. Nous avons directement collaboré avec le gouvernement en vue de réduire les tarifs pour les manufacturiers, et je pense qu'il s'agit là d'un mécanisme important d'économie de coûts pour les entreprises. Alors que les épargnes sont marginales, c'est une stimulation du fonds de roulement des manufacturiers au moment où ils en ont le plus besoin.»

Le Devoir

# WHAT QUEBECERS ARE SAYING ...

PHILIP AUTHIER  
THE GAZETTE

The prime minister warned Canadians belt-tightening times lay ahead and yesterday's budget delivered.

Those who were looking for budget goodies were disappointed, but those arguing in favour of a prudent transition-style budget designed to get the country out of the deficit were happier because Finance Minister Jim Flaherty's budget spells out \$17.6 billion in spending cuts over the next five years.

That means a cap on things like military spending and foreign aid, but for the average person it also means no new tax reductions or breaks beyond the \$3.2 billion previously announced for 2011.

Quebec's social groups and unions were disappointed, complaining about the lack of money for things like public housing and aid to the province's ailing forestry and manufacturing industries.

"It was not worth closing parliament," complained Claudette Carboneau, president of the Confédération des syndicats nationaux (CSN).

In Ottawa, the opposition parties leaped to the attack, saying the budget offers nothing for the unemployed but freezes, cuts and gimmicks instead of jobs or innovation.

Predictably, the Bloc Québécois turned the exercise into an excuse to trash the federal system.

"The Conservative budget is another illustration that federalism is not viable for Quebec," said Bloc finance critic Daniel Paillé, who said the budget offered nothing specific for Quebec's economy. Bloc MPs toured the province over the last few months gathering up a long grocery list for the federal government.

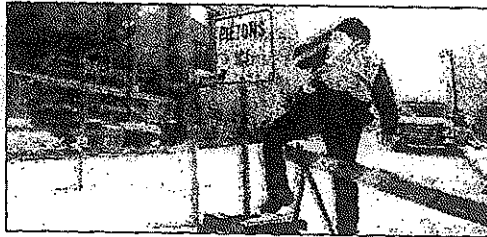
But the province's lobby groups were more nuanced in their remarks. Here are some reactions to the budget grouped under a few themes:



## ON EMPLOYMENT:

While some groups complained about the lack of new spending in the budget, the province's largest employer association, the *Conseil du Patronat*, said the budget is responsible in the context. "In general, it delivered the goods," Conseil president Yves-Thomas Dorval said in a telephone interview from Ottawa after highlighting the government's fiscal plan and new controls on spending. "They did what they said they would do. It is a Conservative government, so it is a conservative budget."

Dorval said the federal government made the right decision in pouring in an additional \$106 million to extend to 78 weeks a popular work-sharing program which allows workers to collect EI benefits on days they are not on the job. The limit had been 52 weeks. Ottawa also maintained its decision to freeze EI premiums for employers and employees until 2012, a good decision for workers and their bosses, Dorval said. But Dorval said the federal government needs to keep an eye on the growing deficit in the employment insurance fund caused by the deficit.



## FOR MUNICIPALITIES:

City of Montreal executive committee member Alan DeSousa said the city is pleased with the budget, particularly Ottawa's decision to continue a gas-tax-rebate scheme which has poured new money into municipal infrastructure, public transit and water-treatment systems. And the two associations representing municipalities and regional governments across Quebec said they are satisfied with the federal government's decision to maintain its infrastructure-financing plan, cooked up as a powerful cure to the recession. But Robert Coulombe, president of the *Union des municipalités du Québec*, said the province's cities and towns would have liked an extension of the current March 31, 2011, deadline to spend all of the \$7.7 billion on the table. As much as \$700 million has yet to be earmarked for spending.

"Given that it took more time for the federal and provincial governments to come to an agreement than the other provinces, we need more time to complete the work," Coulombe said. "What we fear, and we are just about convinced it will happen, is that we will wind up leaving money on the table."

# Les entreprises libérées

La Presse Canadienne

**OTTAWA — Afin d'aider les entreprises canadiennes à réduire leurs coûts de production, le gouvernement de Stephen Harper éliminera dès aujourd'hui la plupart des droits de douane sur les machines, le matériel et les biens qu'elles utilisent.**

«Le Canada sera le premier pays du G20 à devenir une zone libre de droits de douane pour l'industrie manufacturière», a déclaré hier le ministre des Finances, Jim Flaherty, dans le discours du budget.

«Cette mesure réduira nettement les coûts et la paperasserie pour les fabricants canadiens, a-t-il précisé. Elle abaissera les coûts pour les consommateurs et rendra les produits canadiens plus concurrentiels, au pays et à l'étranger.»

Ottawa supprimera pas moins de 1160 droits de douane sur des intrants manufacturiers, des machines et du matériel. Les 381 droits restants disparaîtront graduellement d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Ces suppressions s'ajouteront aux 214 autres déjà annoncées dans le budget de l'année dernière. Lorsque l'ensemble des droits aura été éliminé sur ces produits, la valeur des importations en franchise de douane dépassera les 5 milliards \$, de sorte que les entreprises canadiennes économiseront 388 millions \$ par année.

«Cette initiative conduira à une hausse des investissements et à la création d'emplois, favorisera l'innovation et la productivité, et se traduira par [...] une plus grande prospérité pour l'ensemble des Canadiens», peut-on lire dans le document du budget.

Ottawa avance que la mesure pourrait créer «jusqu'à 12 000 emplois» au fil du temps.

Le gouvernement soutient en outre que l'élimination de ces tarifs douaniers prouve son engagement

envers le libre-échange, alors que des pays sont actuellement tentés de recourir au protectionnisme pour relancer leurs économies.

Le président du Conseil du patronat du Québec, Yves-Thomas Dorval, s'est réjoui de cette décision d'Ottawa. «C'est un bon coup de pouce», a-t-il affirmé. M. Dorval ne croit pas que l'élimination des droits de douane nuira aux fournisseurs québécois et canadiens de machinerie et d'intrants.

Pour venir en aide au secteur forestier, le gouvernement projette d'investir 100 millions \$ au cours des quatre prochaines années afin de soutenir l'élaboration, la commercialisation et la mise en place de «technologies avancées d'énergie propre». Les détails seront connus plus tard.

## ÉNERGIE PROPRE

Ottawa permettra par ailleurs l'amortissement accéléré pour un plus grand nombre de projets de production d'énergie propre.

Puis, dans le but d'aider les PME à acquérir des véhicules et du matériel, le gouvernement injectera 500 millions \$ dans un programme de financement à cet effet, qui sera géré par la Banque de développement du Canada, dont le siège social est situé à Montréal.

Le gouvernement Harper a profité du budget pour annoncer son intention de proposer un «cadre législatif visant à permettre aux coopératives de crédit de se constituer et de poursuivre leurs activités en tant qu'entités fédérales». Il faudra voir quelles répercussions cette

mesure aura sur le plus important groupe coopératif au pays, le Mouvement Desjardins, actuellement encadré par Québec.

Enfin, le gouvernement fédéral compte éliminer l'obligation de déclarer certains investissements afin de permettre à des entreprises innovatrices d'attirer plus facile-

ment du capital de risque de l'étranger.

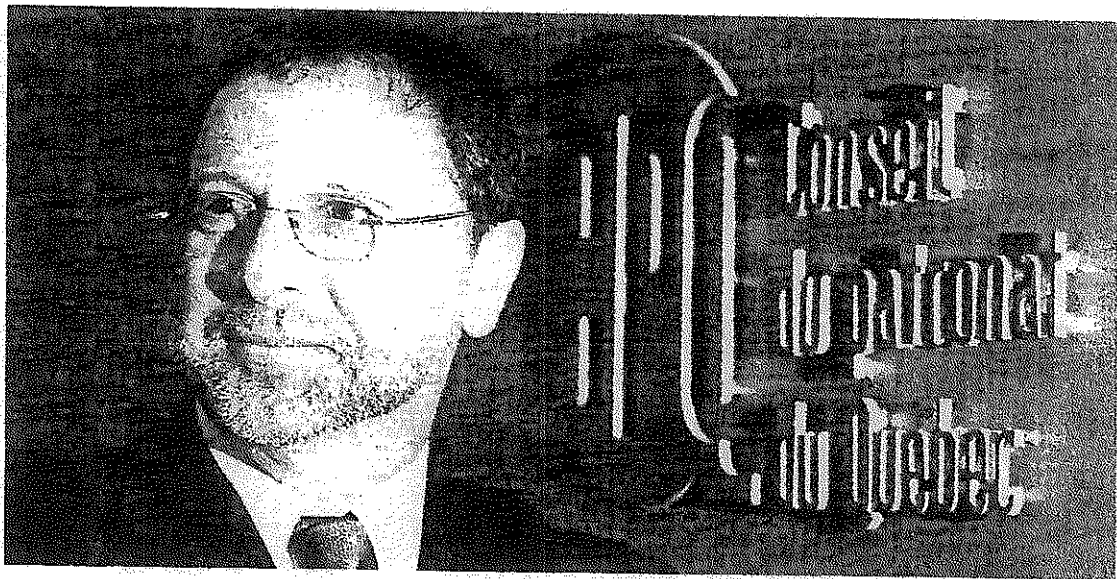
## ASSURANCE-EMPLOI

L'avenir du programme d'assurance-emploi inquiète plusieurs organismes qui ont réagi aux mesures annoncées dans le budget fédéral. Les PME risquent d'être durement touchées si Ottawa décide d'augmenter les taux de cotisation à l'assurance-emploi au-delà de 2011, a affirmé la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), qui représente les petites et moyennes entreprises (PME) au Canada.

La vice-présidente des affaires nationales, Corinne Pohlmann, s'est dite déçue de ne pas avoir davantage d'information dans le document au sujet des taux de cotisation au-delà de 2011. Ceux-ci demeureront gelés à 1,73 \$ par tranche de 100 \$ de salaire assurable pour l'année 2010, mais après cette date, rien n'est précisé.

Selon M<sup>me</sup> Pohlmann, les graphiques dans le document démontrent pourtant que les cotisations en assurance-emploi augmenteront beaucoup d'ici quelques années. Cela qui laisse présager que ce seront entre autres les PME qui paieront la note.

Et cela leur fera mal, soutient M<sup>me</sup> Pohlmann, puisque ce sont elles qui créent de nombreux emplois au pays.



**C'est un bon coup de pouce** — Yves-Thomas Dorval, président du Conseil du patronat du Québec

*Le Soleil*, 5 mars 2010, p. 25 (suite).

# «Pentes abruptes et sentiers rocailleux»

**Raymond Giroux** Ottawa Pour joindre notre chroniqueur : [rgiroux@lesoleil.com](mailto:rgiroux@lesoleil.com)

**N**on, je ne suis pas critique littéraire. Ce titre vient directement du discours du budget qu'a lu hier le ministre des Finances, Jim Flaherty.

Dès la deuxième phrase, il nous apprend en effet que son gouvernement «a négocié des pentes abruptes et des sentiers rocailleux». Merci au traducteur, qui a amélioré l'original anglais.

Mais retenons l'aveu ministériel : l'année a été difficile et le nouveau budget, pour l'essentiel, reconduit les mesures de relance décrétées l'an dernier.

Le gouvernement avait promis un petit budget, il nous a en effet livré un petit budget, dénué de toute mesure spectaculaire. Il faut dire que comme «le plan fonctionne», selon M. Flaherty, il devenait superflu de le modifier dans un sens ou dans l'autre.

Le discours du Trône de mercredi donnait déjà les grands enjeux : le gouvernement termine son plan de relance et contrôle ses dépenses administratives.

Là se termine sa marge de manœuvre. Pour le reste, il saupoudre bon nombre de petites mesures sectorielles qui feront la joie des comptables et des fiscalistes, mais dépassent l'entendement du commun des mortels.

Un gouvernement libéral aurait proposé un budget tout aussi technocratique et prudent, même si la philosophie conservatrice s'y constate en filigrane. Mais je n'ai jamais considéré les fonctionnaires du ministère des Finances comme l'avant-garde de la révolution prolétarienne.

C'est ainsi qu'au sortir de la crise budgétaire prévue en 2015, le fardeau fiscal des contribuables aura augmenté, mais non celui des entreprises.

La théorie économique selon laquelle l'argent ainsi épargné par les entreprises se retrouve au bout du compte dans vos poches et les miennes n'a pas été vraiment démontrée, dans les faits.

J'ai rencontré au moins un client content : Yves-Thomas Dorval, du

Conseil du patronat. Le budget répond à toutes ses demandes, m'a-t-il dit à mi-parcours dans le huis clos. Ce que son

groupe a proposé au ministre Flaherty durant la période de consultation a été bien accueilli.

N'empêche que le gouvernement vit d'espoir, de l'espoir que les prévisions de sortie de crise se concrétisent. Ouverte au monde, l'économie canadienne ne maîtrise pas son destin et les prévisions d'hier ne tiennent qu'à un fil.

Une relance trop lente aux États-Unis, par exemple, et les données d'hier perdent tout leur sens. Une mauvaise gestion par les Européens de la crise financière, en Grèce, affectera l'euro, et, par conséquent, nos échanges internationaux.

Même les aventures de General Motors influencent le cours des événements : la hausse récente de sa valeur rapporte au gouvernement, actionnaire depuis l'adoption du plan de sauvetage de l'entreprise. Preuve que ce qui est bon pour GM est bon pour l'Amérique!

Les militaires se sont également pointés devant les journalistes pour dire que finalement, ils s'en sortent bien. Ils seront coupés, certes, mais moins que les autres, et ils conservent leur accroissement relié au taux d'inflation.

Bien joué, politiquement parlant. Cela évite aux conservateurs l'odieux de paraître trop mous dans un domaine favori de leur base électorale. Après tout, si les généraux eux-mêmes allègent l'effet du budget sur leur mission, qui pourrait se montrer plus guerrier que les premiers intéressés?

Dans ce contexte, ne comptez pas sur la Défense nationale pour mousser le projet du Manège militaire. Elle a d'autres priorités que d'y consacrer une cen-

taine de millions de dollars.

Le gouvernement «est fermement décidé à reconstruire ce site historique», lit-on à la page 259 du document budgétaire, mais n'ajoute pas un centime aux

deux millions de dollars déjà investis. Le Manège reconstruit, je le croirai quand je le verrai, d'autant plus qu'il était sous-utilisé avant sa destruction et que sa résurrection nécessitera une entente sur une nouvelle vocation. Compte tenu des chicanes de terrain en cours dans ce quartier, il est toujours permis de rêver, mais en couleurs.

Le Québec craignait une charge contre la péréquation, un élément essentiel de son équilibre budgétaire. Elle n'y est pas, car «selon les projections, ces transferts devraient progresser d'après les taux prévus par la loi tout au long de la période de prévision».

C'est vrai, et ces paiements sont connus et prévisibles, mais notons quand même l'usage du conditionnel dans ce jargon technocratique.

Le gouvernement de Jean Charest exigeait également 2,2 milliards \$ en guise de compensation pour l'adoption de la TVQ au moment de la création de la TPS.

Là, il frappe dans le vide. Voici la réponse d'Ottawa : «Le gouvernement continuera de respecter les décisions des provinces dans leur domaine de compétence, et il est toujours disposé à négocier de bonne foi avec elles».

Autrement dit, rien pour cette année, et bonne chance pour le futur; le fédéral refuse de s'immiscer dans les choix du Québec, et le Québec a choisi de créer sa propre taxe. Les bons comptes font les bons amis.

## Plus de réactions

- L'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC) est heureuse que le gouvernement renforce le Programme d'innovation dans les collèges et la communauté.
- Le Conseil du patronat a estimé hier que l'effort du gouvernement fédéral est louable, puisqu'il a indiqué son intention de ne pas toucher aux transferts et à la péréquation, sur lesquels compte le Québec pour rendre les services de santé et d'éducation qui sont sous sa responsabilité.
- Le Front d'action populaire en réaménagement urbain déplore que le budget fédéral n'ait pas annoncé de suites aux investissements de 2 G\$ en deux ans accordés pour la construction et la rénovation, qui se termineront en mars 2011.
- Équiterre a critiqué une nouvelle fois l'absence de leadership et le manque de vision du gouvernement canadien, notamment pour avoir ignoré le domaine des énergies renouvelables.
- Le milieu de l'éducation a réagi plutôt favorablement au budget fédéral, applaudissant notamment l'augmentation des fonds accordés à la recherche universitaire.

MÉTRO/PC

## **Le Conseil du patronat applaudit**

**La Presse** — Le Conseil du patronat du Québec estime que le gouvernement Harper, en promettant d'assainir les finances publiques tout en maintenant ses efforts de relance économique, «a livré la marchandise». Plus précisément, le CPQ salue l'abolition des tarifs douaniers sur les équipements destinés aux entreprises et la promesse de ramener le taux d'imposition des sociétés à 15 % en 2012. L'élimination du déficit en cinq ans est perçue comme un «geste courageux» qui «devrait inspirer d'autres ordres de gouvernement qui ont encore moins de marge de manœuvre et dont les gestes devraient donc être au moins aussi résolus», estime Yves-Thomas Dorval, président du CPQ.

# Le coût de l'assurance-emploi menace d'exploser

## Les entreprises s'inquiètent de la facture

Hélène Baril

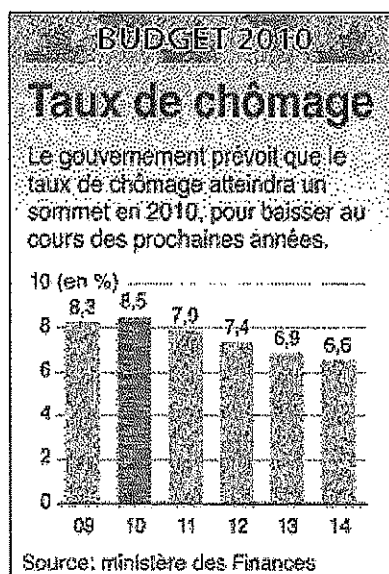
La Presse

En une seule année, le coût des prestations d'assurance-emploi a augmenté de 6 milliards de dollars à cause de la récession, et les employeurs s'inquiètent du déficit qui se creuse dans le régime.

«C'est le seul point négatif d'un budget qui répond tout à fait à nos attentes, a commenté hier le président du Conseil du patronat, Yves-Thomas Dorval. Le coût des prestations bondit et les cotisations sont en baisse parce qu'il y a plus de chômage.» Ça ne laisse rien présager de bon à moyen terme pour les employeurs qui paient 60 % de la facture, selon lui.

Pour contrer les effets de la récession, le gouvernement a bonifié le régime d'assurance-emploi, notamment en allongeant la durée des prestations. Même s'il a pris en charge une partie du coût de ces bonifications, ça n'a pas empêché le déficit du régime de se creuser.

Le taux de cotisation des travailleurs à l'assurance-emploi est actuellement de 1,73 \$ par



LA PRESSE CANADIENNE

tranche de 100 \$ de salaire. L'an prochain, l'Office de financement de l'assurance-emploi, un organisme indépendant du gouvernement, augmentera la cotisation pour rééquilibrer le régime. La hausse ne devra toutefois pas dépasser 15 cents par année.

«Ce sera nettement insuffisant», estime le président du Conseil du patronat, qui craint une augmentation de la note pour les employeurs.



PHOTO: LA PRESSE

Le président du Conseil du patronat, Yves-Thomas Dorval.

Les entreprises n'ont pas oublié que, pendant des années, les surplus du régime d'assurance-emploi ont été accaparés par le gouvernement, qui les a utilisés pour financer ses autres dépenses. Maintenant que le régime est dans le rouge, elles regimbent devant l'éventualité d'avoir à combler le déficit.

«C'est particulièrement préoccupant pour les entreprises du Québec, qui doivent déjà sup-

porter d'importantes taxes sur la masse salariale», souligne le président du Conseil du patronat.

Selon lui, il faudra revoir certaines des dispositions du régime d'assurance-emploi pour réduire ses coûts ou, à tout le moins, limiter leur augmentation.

«C'est une tendance naturelle des gouvernements d'ajouter des initiatives aux régimes existants et d'en augmenter sans cesse le coût», a-t-il dit, en donnant l'exemple du régime d'assurance parentale du Québec.

Inquiet pour le régime d'assurance-emploi, le CPQ est toutefois ravi de ce que contient le cinquième budget de Jim Flaherty. «Tout ce qu'on avait demandé est là», a résumé Yves-Thomas Dorval.

Le CPQ se réjouit particulièrement du fait que le ministre des Finances ait gardé le cap et maintenu les baisses d'impôt prévues pour les entreprises.

La réduction des droits de douane sur le matériel et l'équipement utilisés dans le secteur manufacturier est particulièrement intéressante, selon son président.\*

## La menace d'explosion du coût de l'assurance-emploi inquiète

En une seule année, le coût des prestations d'assurance-emploi a augmenté de 6 milliards\$ à cause de la récession, et les employeurs s'inquiètent du déficit qui se creuse dans le régime.

«C'est le seul point négatif d'un budget qui répond tout à fait à nos attentes, a commenté hier le président du Conseil du patronat, Yves-Thomas Dorval. Le coût des prestations bondit et les cotisations sont en baisse parce qu'il y a plus de chômage.»

Ça ne laisse rien présager de bon à moyen terme pour les employeurs qui paient 60% de la facture, selon lui.

Pour contrer les effets de la récession, le gouvernement a bonifié le régime d'assurance-emploi, notamment en allongeant la durée des prestations. Même s'il a pris en charge une partie du coût de ces bonifications, ça n'a pas empêché le déficit du régime de se creuser.

Le taux de cotisation des travailleurs à l'assurance-emploi est actuellement de 1,73\$ par tranche de 100\$ de salaire. L'an prochain, l'Office de financement de l'assurance-emploi, un organisme indépendant, augmentera la cotisation pour rééquilibrer le régime. La hausse ne devra toutefois pas dépasser 15 cents par année. «Ce sera nettement insuffisant», estime M. Dorval, qui craint une augmentation de la note pour les employeurs.

Les entreprises n'ont pas oublié que, pendant des années, les surplus du régime ont été accaparés par le gouvernement. Maintenant que le régime est dans le rouge, elles regimbent devant l'éventualité d'avoir à combler le déficit.

Selon le Conseil du patronat, il faudra revoir certaines dispositions du régime pour réduire ses coûts ou, à tout le moins, limiter leur augmentation.

La Presse